

Cordon sanitaire pour le Nord et insécurité nutritionnelle pour le Sud : le dilemme alimentaire aujourd'hui*

Georges COURADE

Géographe

Francis DELPEUCH

Nutritionniste

Introduction

En 1985, les enfants français se mobilisent pour recueillir lentilles et féculents pour l'Éthiopie. En 2000, les parents des enfants qui mangent dans les cantines françaises exigent au nom du principe de précaution l'exclusion de la viande de bœuf des menus. Aux yeux de l'opinion publique française, le risque sanitaire lié à l'alimentation prend ainsi le pas sur l'incertitude alimentaire des plus démunis de la planète. C'est qu'aujourd'hui, dans l'acte de manger, on ne dissocie pas qualité et quantité des aliments, qualité sanitaire et préférence alimentaire, équilibre nutritionnel et suffisance alimentaire.

Si l'on prend brutalement conscience des risques d'une « artificialisation » toujours plus poussée des filières agroalimentaires en Occident, on ne peut oublier qu'une partie de la planète ne

* Ce texte est, pour l'essentiel, une adaptation d'un article publié dans la revue *Économies et Sociétés - Cahiers de l'ISMEA, série Développement*, 2002, 4.

mange toujours pas à sa faim et n'est pas prête de le faire. Et cela se retrouve dans les pays pauvres, mais aussi à des degrés divers dans les pays riches, dans les zones pluvieuses ou sèches ou dans les campagnes isolées, tout comme dans les métropoles et dans les pays en guerre ou en paix.

Sous-alimentation et malnutrition vont aussi de pair avec l'absorption d'aliments douteux. Il faut bien tromper la faim, ou remplir le panier avec le peu de moyens dont on dispose. L'Égypte a ainsi été contrainte en 1997 de réexpédier aux exportateurs hollandais et belges de la viande britannique impropre à la consommation. Dans plusieurs pays africains à la même époque, la consommation de peau de bœuf s'est substituée aux bas morceaux importés d'Europe et devenus trop chers.

La précarité alimentaire et les malnutritions ne sont plus localisées aussi massivement qu'avant dans les seules campagnes. La faim se rencontre un peu partout. Sa permanence en amoindrit sans doute l'acuité dans l'esprit du public, mais l'aide alimentaire d'urgence mise en place pour 36 pays cette année, les « restos du cœur » français et les *food stamps* américains sont là pour nous la rappeler.

La faim reste un fléau avec lequel l'humanité vit depuis des millénaires, malgré l'accroissement considérable des rendements céréaliers et des disponibilités pour les personnes solvables dans un petit nombre de pays excédentaires. Faut-il pour autant réserver les organismes génétiquement modifiés au Sud, comme le prétendent le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) ou les multinationales concernées, puisque les Européens ne veulent pas d'OGM dans leurs plats ?

Une question controversée parce que fondamentale

Depuis des siècles, le commerce des grains a été l'objet de régulations et de dérégulations dans les empires, de Rome à « l'Empire du milieu » comme dans les royaumes de France ou d'Angleterre au XVIII^e siècle. La question rémanente est de savoir s'il faut laisser faire le marché ou s'il faut intervenir pour assurer une redistribution des aliments disponibles ou en réserve.

Le débat sur le rôle régulateur du marché et de l'État n'est donc pas récent. Depuis Malthus et jusqu'à nos jours, c'est le rapport du nombre de bouches à nourrir par rapport à l'accroissement des biens alimentaires qui vient opportunément justifier telle ou telle percée technologique ou relancer la politique de limitation des naissances. La conscience de plus en plus aiguë des limites du potentiel agricole transformable en ressource par les technologies locales des agriculteurs familiaux permet un retour en force au « néo-malthusianisme ».

Si les terres potentiellement cultivables sont importantes en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, à la différence des autres continents, les contraintes écologiques comme les rapports fonciers en limitent la mise en valeur, sans compter les problèmes liés à la mobilisation des intrants humains et matériels (COURADE, 1989). Les solutions agricoles sont de plus en plus diverses et les trois milliards de paysans que compte la planète sont encore loin d'avoir adopté la panoplie technologique proposée par des stations agronomiques souvent en décalage avec les savoirs ruraux. Au point que, aujourd'hui, les Centres internationaux de recherche agricole travaillent pour les exploitations capitalistes de « taille moyenne », espérant sans doute que les villes absorberont les ruraux privés d'emploi.

Les organisations de solidarité internationale ont mis en lumière le poids des raisons politiques et commerciales sur la persistance du fléau. Les politiques de « stabilisation de la demande », en clair la réduction des revenus et de la consommation – d'abord alimentaire – provoquée par les instances de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale), ont été dénoncées. Le FMI est devenu avec l'OMC – organisation chargée du désarmement douanier et de la libéralisation des échanges – un bouc émissaire. L'Unicef a montré les effets de « l'arme alimentaire » sur les enfants en Irak. La désertification et les sécheresses répétées pèsent lourdement dans le discours récurrent qui préconise la mise en place de grands périmètres irrigués, sans résultats probants, en Afrique notamment.

Le droit fondamental de se nourrir décemment a ainsi été mis en relief. Il a reçu une validation scientifique avec l'attribution du prix Nobel d'économie à Amartya Sen en 1998 (SEN, 1981 ; DREZE et SEN, 1990). Plus largement encore, un mouvement s'est amorcé

ces dernières années pour considérer les questions de nutrition en termes de droits humains à l'alimentation, aux soins, à la santé, et pour plaider en faveur de politiques qui réduisent les malnutritions (ACC/SCN, 2000).

De la sécurité alimentaire à la sécurité nutritionnelle

On peut définir la sécurité alimentaire comme « l'accès physique et économique de l'ensemble de la population en tout temps – période de récolte comme de "soudure" – et en tous lieux – dans les régions enclavées comme dans celles disposant de dessertes faciles, là où la sécurité des biens et des personnes est assurée comme là où elle ne l'est pas – à une alimentation saine et suffisante pour satisfaire ses besoins multiples en fonction de ses activités et de ses préférences alimentaires ».

Dans son dernier rapport annuel, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souligne que « la production mondiale est aujourd'hui plus que suffisante pour nourrir convenablement 6 milliards d'êtres humains ». De fait, au cours des quarante dernières années, la production agricole a progressé plus vite que la croissance démographique, pourtant très soutenue. Les disponibilités alimentaires globales par habitant n'ont jamais été aussi élevées. Pourtant, selon la FAO, il y a toujours 800 millions de personnes souffrant de faim et de sous-alimentation énergétique dans le monde (FAO, 2000). Plus de 150 millions d'enfants de moins de 5 ans sont affectés par un retard de croissance. De plus, 740 millions de personnes souffrent de troubles liés à une carence en iode – qui étaient deux fois plus répandus au début des années 90, avant que ne soit lancée une initiative mondiale d'iodation du sel. Près de 2 milliards souffrent également de carences en fer ou en vitamine A (WHO, 2000).

Les conséquences de ces malnutritions sont bien plus considérables qu'on ne l'admettait, notamment chez les enfants : risques de mortalité et morbidité accrus (près de la moitié des décès des moins de 5 ans sont associés à la malnutrition) ; développement physique et mental altéré ; capacités d'apprentissage et de travail

diminuées ; effets entre les générations (DELPEUCH et MAIRE, 1996). On a par exemple calculé les pertes que subirait chaque année un pays de 50 millions d'habitants dont le niveau de carences en vitamine A, iode et fer serait celui de l'Asie du Sud : 20 000 morts, 11 000 enfants nés déficients mentaux ou devenus aveugles avant d'atteindre l'âge scolaire, 360 000 années-élèves gaspillées, 1,3 million d'années-personnes de travail perdues (World Bank, 1994).

L'insécurité alimentaire associée à des déterminants non alimentaires, tels que le statut des groupes vulnérables, l'attention portée aux mères et aux enfants, l'environnement sanitaire, est à l'origine de ces malnutritions. Cela sans oublier en arrière-plan la pauvreté et tous les facteurs politiques, culturels, religieux et sociaux qui limitent l'utilisation des ressources (CIN, 1992). Le concept de sécurité nutritionnelle a ainsi émergé, incluant la satisfaction des besoins de santé et de soins dans l'acception la plus large de ces termes. Si l'on ajoute les maladies chroniques liées à l'alimentation qui sont en augmentation rapide dans de nombreux pays, notamment au Sud (MAIRE *et al.*, 2002), c'est la moitié des personnes dans le monde qui sont atteintes par une forme de malnutrition, malgré tous les progrès et les prouesses techniques du xx^e siècle.

On insiste aujourd'hui sur la disponibilité géographique des aliments, la capacité économique à s'en procurer sur le marché ou à en recevoir dans le cadre de la redistribution communautaire et familiale, ainsi que sur le respect d'une large diversité alimentaire (COURADE, 1998 a). En outre, il faut produire plus mais de façon différente pour éviter toute dégradation de l'environnement sur le long terme.

À l'heure de la surveillance par satellite et des prévisions de récoltes, la planète alimentaire brille par l'absurdité de ses approvisionnements comme de sa production. Rien n'est plus irrationnel géographiquement et économiquement que le dispositif mondial d'approvisionnement alimentaire ou les distorsions dans les soutiens reçus par les appareils de production (COURADE, 1989). Le niveau d'intensification agricole dépend de l'importance de la population qui s'est accumulée dans un lieu, sans lien évident avec les potentialités agricoles. Le blé américain est cultivé bien plus extensivement que celui de la Beauce, alors que l'agriculture des deltas vietnamiens (600 m² par personne) relève du jardinage. L'urbanisation a créé un appel à produire plus de vivres, plus de

viande, plus d'aliments transformés et prêts à consommer. Le protectionnisme agricole des pays riches (Japon en tête) favorise outrageusement les agricultures de quelques pays, rendant illusoire la compétitivité des agricultures vivrières du Sud. À ce premier défi de la valorisation des potentialités naturelles s'en ajoutent d'autres.

La réalisation d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle optimale suppose la prise en compte des spécificités culturelles et alimentaires (alimentation végétarienne ou carnée par exemple) ainsi que des oppositions d'intérêt entre classes et castes (riches ou pauvres, producteurs ou consommateurs et tous ceux qui régulent ou financent les flux d'aliments, les stocks et les réserves). Elle impose l'éradication des marginalités (écologiques, économiques et culturelles) ainsi qu'un partage alimentaire équitable et favorable aux plus faibles. Tout cela doit se faire alors que les échanges alimentaires sont depuis bien longtemps globaux, tant pour les grains que pour les denrées périssables, et donc soumis aux variations de change des monnaies, des prix et au type de couverture des opérateurs (COURADE, 1999). La Russie ne ravitaillait-elle pas la France en céréales à la fin du XVIII^e siècle ? Les échanges de plantes alimentaires entre continents sont un fait pluriséculaire : pomme de terre européenne et manioc africain venus des Amériques par exemple. La « multinationalisation » des entreprises de l'agroalimentaire, de l'agrochimie et des biotechnologies s'est récemment accélérée par les « fusions-acquisitions », conduisant à une plus grande concentration du pouvoir au Nord. C'est le cas notamment dans le domaine des semences, des engrais, de l'agroalimentaire ou de la mise sur pied d'une agriculture contractuelle par la grande distribution. Cela explique la valorisation actuelle de l'identité culinaire, alors que bien des régimes alimentaires sont encore caractérisés par une grande monotonie.

Voilà quelques aspects de cette mondialisation fort ancienne du fait alimentaire. Ils font craindre une uniformisation des goûts, l'érosion génétique et la perte de la biodiversité, alors même que l'humanité se nourrit depuis longtemps avec une infime partie des plantes alimentaires disponibles¹. Dans un même « village planétaire », le repas unique toujours identique voisine avec une sophistication diététique utilisant par exemple les productions de

1 Une trentaine seulement, parmi lesquelles dominent riz, blé, maïs et soja.

contre-saison ou les produits allégés. Les circuits de ravitaillement n'ont jamais été aussi longs et « l'artificialisation » des aliments aussi poussée. Et pourtant, dans l'Occident riche, l'alimentation n'a jamais été aussi abondante et variée. Elle n'y représente que 15 % du budget des ménages, alors qu'elle dépasse 50 % dans les couches sociales les plus pauvres des pays du Sud. Le retour au « naturel » coïncide avec la montée des doutes sur les choix agronomiques, industriels et commerciaux qui ont favorisé cette dé-territorialisation et desserré la contrainte temporelle pour la consommation alimentaire. Enfin, les incertitudes proprement scientifiques sur les effets sanitaires et environnementaux des semences sélectionnées ou modifiées alimentent l'inquiétude d'une société mondiale de l'information qui exige la transparence de la part de ceux qui possèdent le pouvoir de programmer les choix d'aujourd'hui ou de demain.

Les limites des solutions anciennes

Calculant la charge démographique potentielle des terres cultivables, la FAO s'est attachée à montrer les distorsions existant dans la distribution des espaces agricoles disponibles qu'il conviendrait de corriger. À l'exemple de l'Afrique lors des invasions des cavaliers foubé, bon nombre de populations ont été contraintes de se réfugier dans des montagnes ou des marécages inaccessibles à la cavalerie des guerriers, augmentant du même coup leur densité démographique dans des lieux particulièrement inhospitaliers (COURADE, 1989). Les premiers opérateurs du développement se sont préoccupés d'organiser la migration de ces sociétés vers des zones sous-peuplées à meilleur potentiel, mais sans se préoccuper des droits fonciers attachés aux terres ainsi colonisées. Des tensions souvent très fortes entre autochtones et migrants sont nées de mouvements spontanés de colonisation, comme dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

Les réponses apportées lors des années 70 et 80 à ces problèmes ont visé à modifier le rapport population/ressources. On a alors tenté de freiner l'augmentation du nombre d'enfants par femme et

d'augmenter parallèlement la productivité des plantes alimentaires en mettant au point des semences améliorées et en organisant ou en tolérant le déplacement des populations vers les zones à meilleur potentiel, selon une idéologie de « nouvelle frontière » et de mise en culture de la forêt.

Avec la « révolution verte » portée par les agronomes des centres internationaux comme le prix Nobel de la paix Norman Borlaug dans les années 70, les scientifiques avaient annoncé la disparition de l'insécurité alimentaire. L'Asie des moussons a su utiliser les semences à haut potentiel dans les terres irriguées avec l'appui de politiques agricoles durables², contribuant cependant à développer des effets nutritionnels et sociaux pervers en délaissant l'agriculture pluviale (Deccan et légumineuses en Inde). L'Union indienne a de fait renforcé les inégalités entre certains États et le reste du pays, en adoptant une agriculture sophistiquée et productiviste de type capitaliste dont elle a payé le prix fort à Bhopal³. En Afrique subsaharienne, la révolution verte n'a pas permis d'augmenter substantiellement les rendements, faute de véritables politiques agricoles incluant notamment les engrais, le crédit, la recherche et des prix incitatifs.

La logique des « flux tendus »⁴ a gagné la planète alimentaire, comme si l'approvisionnement géographique et temporel ne posait plus de problème. La prudence qui conférait un rôle stratégique aux greniers, réserves et stocks n'est plus de mise, tant dans les villages sahéliens que dans les grands pays comme l'Inde. Ce dernier par exemple stockait pourtant près de 20 millions de tonnes de grains pour sa sécurité alimentaire quand la Banque mondiale estima ce système coûteux et inefficace. Si cette position peut se justifier pour les grands silos à grains, elle n'est pas valide dans le cas de stockage décentralisé qui régule les prix en période de pénurie et répond aux risques de disette des zones enclavées. De

² Prix élevés aux producteurs, mise sur pied d'une industrie agrochimique et de systèmes de crédit, recherche adaptative considérable.

³ Capitale de l'État du Madhya Pradesh dans le centre de l'Inde, Bhopal fut le théâtre au début des années 80 de la plus grave catastrophe chimique de tous les temps. L'usine de pesticides de la firme américaine Union Carbide laissa s'échapper un gaz nocif qui fit 3 300 victimes.

⁴ Livraisons immédiates avec de très faibles réserves.

plus, l'isolement géographique rendant de nombreuses régions inaccessibles est souvent synonyme d'insécurité dans le transport. L'état du système de transport en Afrique tend à doubler, voire tripler le prix de la tonne transportée par route, comparé au sous-continent indien. Faut-il alors confier à des « traders » comme Cargill ou Dreyfus le soin d'ajuster l'offre à la demande solvable au niveau mondial, ou faut-il plutôt soutenir une production proche des producteurs-consommateurs ?

Autosuffisance ne signifie pas sécurité alimentaire (COURADE, 1990). Faut-il qu'un pays reçoive de l'extérieur plus de 30 % de ses calories de base, comme c'est le cas de vingt-quatre pays importants, dont huit producteurs de pétrole ? Si les pays les plus peuplés de l'Asie des moussons subviennent largement à leurs besoins par eux-mêmes, que penser du niveau de dépendance alimentaire de l'Égypte (56 %), du Mexique (56 %) ou du Maroc (47 %), pays dont le potentiel agricole n'est pourtant pas négligeable ?

Que l'aide alimentaire d'urgence soit nécessaire, personne n'en doute dans les cas de disettes conjoncturelles, mais, dans près de 70 % des cas, elle est détournée⁵. Les systèmes d'alerte⁶ sont là pour mobiliser surtout les donateurs d'aide en nature et écouler à bon compte des excédents structurels.

De rurale, l'incertitude alimentaire est devenue urbaine

Jusqu'à la dernière décennie, les paysans sans terre ou cultivant des terres épuisées ou marginales touchées par la sécheresse, les basses castes du Sahel ou du Bihar ainsi que les enfants, les femmes, les marginaux des villes, les familles nombreuses et monoparentales étaient soumis à des risques alimentaires majeurs.

⁵ Travail rémunéré en nature, ou fonds de contrepartie constitué à partir de la vente des aliments donnés pour investir dans le développement.

⁶ Fondés sur le suivi par satellite de la croissance des céréales au niveau mondial comme les "Early warning systems".

Cette vulnérabilité alimentaire frappe aujourd'hui les classes moyennes du fait de la baisse drastique des revenus, de la précarité et de la flexibilité de l'emploi, mais aussi à cause du désengagement de l'État et de la disparition progressive de la « famille providence ». Les politiques d'ajustement structurel, censées rétablir les comptes extérieurs et intérieurs des États qui ne peuvent plus assurer le service de la dette, et les manipulations monétaires ont entraîné une réduction sensible des dépenses sociales (COURADE, 1998 b), une dégradation des situations nutritionnelles (CORNU *et al.*, 1995) et des changements alimentaires porteurs de risques nouveaux pour la santé (FOUÉRE *et al.*, 2000).

L'arrêt des subventions, la diminution et la suppression des allocations et subsides aux plus démunis, l'amenuisement de l'entraide ont plongé bien des familles dans la peur du lendemain. Mais l'insécurité alimentaire change de nature. D'agronomique et de guerrière, elle est aussi devenue économique et sociale, donc politique au sens le plus large du terme. Elle ne se limite plus aux lieux, populations et groupes physiologiquement ou écologiquement vulnérables, mais elle s'est enchâssée dans les sociétés du Sud comme du Nord, avec une visibilité parfois moindre. C'est pourquoi il sera difficile de l'éradiquer.

Depuis le rapport de la Banque mondiale en 1984, on estime que la pauvreté « monétaire et non monétaire » constitue l'obstacle majeur à la sécurité alimentaire. Cela renvoie à la fois au pouvoir d'achat des familles, à leurs sources de revenus, aux prix des denrées et à leurs fluctuations dans le temps. En Inde, les usuriers récupèrent les terres de ceux qui empruntent, notamment pour l'achat de vivres. Mais c'est en ville que la question du pouvoir d'achat se pose avec le plus d'acuité. Des « émeutes de la faim » ont ponctué le retour parfois brutal à la « vérité des prix » du pain, du riz ou de l'huile, en Égypte ou dans certains pays d'Afrique du Nord, qui avaient longtemps subventionné les denrées de base (PADILLA *et al.*, 1995).

La libéralisation se traduit par une généralisation de pratiques corruptrices qui pénalisent d'abord ceux qui ne peuvent s'appuyer sur des réseaux sociaux. La redistribution sociale a été modifiée un peu partout, surtout dans les grandes villes. En Afrique et en Asie, on ne prend en charge les membres de sa fratrie, de son village ou de son clan qu'en fonction d'une réciprocité de plus en plus difficile à réaliser, ce qui réduit l'entraide. Les programmes de

lutte contre la pauvreté n'ont aucunement compensé les baisses importantes de niveau de vie. Ajoutons que pillages des greniers, prélèvements obligatoires, embargos sur l'aide alimentaire et blocus de régions insoumises deviennent des réalités habituelles en période de guerre civile.

L'alimentation est un fait social total, où le qualitatif, le statut et la sociabilité s'expriment par-delà les apports nutritionnels nécessaires. Le marketing qui a fait de Mc Donald's⁷ un modèle recherché conduit en retour à vouloir éviter cette tentation de la « cantine universelle », au nom de la sauvegarde des différentes civilisations. Le risque existe pourtant avec la progression de l'alimentation carnée. La dynamique alimentaire des 1,2 milliard de Chinois inquiète, avec ses 40 kg de viande par habitant contre 10 il y a cinquante ans. Va-t-on vers une généralisation de l'agriculture industrielle et un modèle alimentaire mondial carné ? Certains avancent qu'un simple calcul montre les risques ou l'impossibilité d'une telle option si elle s'étendait vraiment à tous. De ce point de vue, la crise de la « vache folle » pourrait-elle constituer un garde-fou ?

La donne actuelle : entre développement durable et biotechnologies

La naissance du concept de développement durable lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992) a marqué une rupture. Le souci de ne pas compromettre le bien-être des générations futures a conduit à l'idée d'une révolution « doublement verte », prônant une agriculture qui assure en même temps la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement (CONWAY, 1994). Il s'agit toujours d'accroître la production de manière importante, avec un accent particulier mis sur les zones à faible potentiel de production. Mais

⁷ Installé dans 109 pays.

cela sans diminuer pour autant le potentiel des milieux et la biodiversité, tout en ayant des objectifs d'équité, d'adaptation aux conditions locales et de prise en compte des aspirations paysannes.

Selon GRIFFON et WEBER (1996), « la révolution doublement verte consiste à passer d'une logique de développement agricole fondée sur la maîtrise des milieux à une autre, fondée sur la connivence avec les écosystèmes ». Elle implique pour la recherche agronomique une inversion de la démarche habituelle. Elle suppose de s'intéresser aux plantes « orphelines » oubliées des sélectionneurs⁸. Elle reste donc encore largement à mettre en place. Mais peut-elle être efficace dans un contexte de libéralisation et de mondialisation ? Est-elle conciliable avec la stratégie des quelques grandes firmes qui sont en passe de concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains, alors que, selon ses concepteurs, « elle n'est pas compatible avec des logiques centralisatrices et uniformisantes » ? (GRIFFON et WEBER, 1996)

Derrière le débat sur l'équilibre entre nouveaux besoins liés à la croissance démographique et disponibilités alimentaires, ce sont maintenant les OGM qui sont présentés comme les outils de la sécurité alimentaire. Ils permettraient selon leurs promoteurs de satisfaire à la fois une augmentation de la productivité, une réduction des besoins en intrants, une diminution des exigences en eau, une diversification des productions alimentaires et une amélioration de leurs qualités nutritionnelles (AMINTER, aRRi, 1999). Mais leur développement ne reste-t-il pas fondamentalement basé sur un modèle agro-industriel dont on peut déjà mesurer les dérives et les conséquences sur l'environnement, la nutrition et la sécurité des aliments ? Cherchant le profit à tout prix, ce modèle semble bien loin des objectifs de la double révolution verte.

Le PNUD vient pourtant de justifier les OGM, refusés par les consommateurs occidentaux, en les présentant comme la nouvelle arme pour lutter contre la faim et les malnutritions dans les pays du Sud (UNDP, 2001). À un problème politique d'organisation des sociétés et des économies, les tenants de cette position proposent donc une solution technique de pointe. Mais au-delà du fait que ce type de réponse n'est envisageable qu'à moyen ou long terme, ses bénéfices restent à établir. De plus, qui va payer ces semences,

⁸ Telles que mils et sorghos, racines et tubercules, bananes plantains et légumineuses.

de toute façon trop chères pour ceux qui sont le plus touchés par l'insécurité alimentaire et les malnutritions ? Par ailleurs, les réserves de production sont encore importantes, que ce soit en termes de sélection variétale classique, d'amélioration des filières, de diminution des pertes, etc.

Nombreux sont ceux qui reconnaissent aujourd'hui la nécessité d'une évaluation rigoureuse des conséquences de la transgénèse et des risques encourus, par exemple pour l'environnement, qui auraient dû conduire au maintien des OGM dans la sphère expérimentale. Or, leur diffusion n'a pas attendu une véritable explicitation des choix de société qu'ils impliquent. Comment se fait-il que les paysans du Sud ne soient pas associés au débat sur le développement des OGM ? (BRAC DE LA PERRIÈRE et SEURET, 1999). Peut-on aujourd'hui sérieusement envisager des solutions durables sans qu'ils y soient associés ? Comment peut-on progresser vers l'information permettant aux sociétés du Sud de choisir elles-mêmes de produire et consommer des OGM ? En matière de sécurité alimentaire, tous les travaux théoriques, comme les leçons tirées des expériences passées, convergent pour proposer des politiques adaptées à la diversité des situations et qui permettent de renforcer l'autonomie des acteurs locaux (MAXWELL, 1996). Les biotechnologies vont-elles répondre aux priorités de la sécurité alimentaire et de la santé publique ? Comment prévenir les risques, notamment sur l'environnement et la réduction de la diversité alimentaire, d'un génie génétique se limitant à quelques plantes comme le riz, le soja et le maïs ? La découverte récente de la contamination de maïs indigènes mexicains par une variété transgénique (QUIST et CHAPELA, 2001) vient confirmer la nécessité de prendre en compte ces risques.

Des choix politiques appropriés

Comment répondre à cette complexité tout en tenant compte de la capacité d'action des États, de l'aide internationale et des spécificités des communautés ? Toutes les projections tant malthusiennes qu'anti-malthusiennes se sont révélées inexactes. Les modèles utilisés actuellement sont trop élémentaires pour réaliser une

prospective qui tienne compte du désordre alimentaire planétaire et de la multiplicité des centres de décision. La modestie scientifique est donc plus que jamais nécessaire.

Le marché s'est substitué aux États sans pour autant être parfait ou fluide. Peut-on dans ces conditions contrôler durablement la faim et les malnutritions si la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel sont seulement considérés comme des sous-produits de la production agricole et de la croissance économique ? Comme le note Tim Lang, « accorder la priorité à l'environnement, à la santé, aux attentes des consommateurs et à la justice sociale nécessitera des modifications considérables dans les politiques et les pratiques alimentaires », mais, ajoute-t-il aussitôt, « la société et l'environnement peuvent-ils supporter que cela ne soit pas fait ? » (LANG, 1999). Poser ainsi la question, c'est admettre la nécessité de politiques alimentaires et nutritionnelles. Celles-ci devraient concerner tous les maillons de la chaîne alimentaire, et intégrer production agricole, préoccupations environnementales et prévention-promotion de la santé, dans une logique de développement durable (LE BIHAN *et al.*, 2002). Elles relèveraient alors autant, sinon plus, de la redistribution que de l'offre alimentaire. L'État peut assurer la sécurisation des systèmes de transport et garantir les droits à exploiter les ressources locales, tout en préservant certaines ressources pour le long terme, la forêt par exemple.

Dans les configurations budgétaires actuelles, la protection sociale généralisée semble pourtant irréalisable dans les pays du Sud, et le maintien des subventions impossible. S'il appartient à chaque communauté de se prémunir contre les risques alimentaires sans trop attendre de l'État et de l'aide internationale, autant pour des raisons culturelles que politiques, cette quête d'autonomie n'a de sens qu'intégrée aux efforts de développement national. La sécurité alimentaire et nutritionnelle ne peut donc se passer d'un État démocratique.

Du côté de l'offre alimentaire, les réponses « uniformisatrices » ont fait leur temps. L'agriculture raisonnée pourra-t-elle évoluer vers la mise au point d'une agriculture raisonnable et diversifiée, tout en étant moderne ? La révolution verte était un produit de la guerre froide, la révolution « doublement verte » risque de se limiter à des vœux pieux, face à la montée en puissance des

défenseurs des OGM, présents jusque dans la recherche, parfois même publique, tout comme dans les firmes mondiales.

À un niveau plus global, ces firmes et ces experts soumis aux lois du marché sont-ils les mieux placés pour énoncer la meilleure façon de nourrir les populations du Sud ? Les choix en matière de semences, de contrôle des naissances, de développement d'une agriculture durable, de répartition de la population ou de propriété des ressources génétiques ne sont pas de simples questions techniques, mais des choix de société qui impliquent la participation active des citoyens(ennes) du Sud. Le retour de l'État dans ses fonctions régaliennes depuis septembre 2001 annonce-t-il de nouvelles régulations dans ce domaine stratégique ? Et peut-on accepter une société mondiale à deux vitesses, l'une préservant sa sécurité sanitaire alors que l'autre expérimenterait les organismes génétiquement modifiés dont elle n'aurait pas la maîtrise scientifique, et qui ne pourraient de toute façon pas résoudre à eux seuls les problèmes de la faim et des malnutritions ?

Références bibliographiques

ACC/SCN, 2000 – Food, nutrition and human rights. *Food and Nutrition Bulletin*, 21 (3) suppl. : 55-56.

AMINTER, aRRI, 1999 – *Alimentation Mondiale 2050. Bien nourrir les hommes sans dégrader la Planète*. Paris, L'Harmattan, 175 p.

BRAC DE LA PERRIÈRE R. A., SEURET F., 1999 – *Plantes transgéniques. Une menace pour les paysans du Sud*. Paris, Ed. Charles Léopold Mayer, coll. Dossiers pour un débat n° 103, 146 p.

Conférence internationale sur la nutrition (CIN), 1992 – *Nutrition et développement, une évaluation d'ensemble*. Rome, FAO/OMS, 132 p.

CONWAY G., 1994 – *Une agriculture durable pour la sécurité alimentaire mondiale (version française du rapport CGIAR, Sustainable agriculture for a food secure world)*. Paris, Cirad, 35 p.

CORNU A., MASSAMBA J. P., TRAISSAC P., SIMONDON F., VILLENEUVE P., DELPEUCH E., 1995 – Nutritional change and economic crisis in an urban congolese community. *International Journal of Epidemiology*, 24 (1) : 155-164.

COURADE G., 1989 – « Le risque d'insécurité alimentaire : de l'imprudence écologique au démantèlement de l'État-providence ». In : *Le risque en agriculture*, Paris, Orstom : 575-597.

COURADE G., 1990 – Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ? *Politique africaine*, 39 : 79-97.

COURADE G., 1998 a – Alimentation et politique agricole. In Loriaux M., éd. : *Populations et développements : une approche globale et systémique*, Louvain/Paris, Academia Bruynland/L'Harmattan : 263-296.

COURADE G., 1998 b – Ajustement structurel et ouverture des marchés : moins de pénuries, mais de nouveaux risques alimentaires. *Canadian Journal of Development Studies*, 14 : 123-139.

COURADE G., 1999 – « Les paysanneries du Sud et la libéralisation des échanges ». In Haubert M., éd. : *L'avenir des paysans, les mutations des agricultures familiales dans les pays du Sud*, Paris, PUF (Tiers-Monde, Iedes) : 61-75.

DELPEUCH F., MAIRE B., 1996 – Situation nutritionnelle dans le monde : changements et enjeux. *Cahiers Agricultures*, 5 : 415-422.

DREZE J., SEN A., 1990 – *The Political Economy of Hunger*. Oxford, Clarendon Press, *Entitlement and Well-being*, vol. 1, 512 p. ; *Famine Prevention*, vol. 2, 416 p.

FAO – *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2000*. On line: <http://www.fao.org/FOCUS/l/SOFI00/sofi001-f.htm>.

FOUÉRÉ T., MAIRE B., DELPEUCH F., MARTIN-PRÉVEL Y., TCHIBINDAT F., ADOUA G., 2000 – Dietary changes in African urban households in response to currency devaluation: foreseeable risks for health and nutrition. *Public Health Nutrition*, 3 (3) : 293-301.

GRIFFON M., WEBER J., 1996 – La révolution doublement verte : économies et institutions. *Cahiers Agricultures*, 5 (4) : 239-242.

LANG T., 1999 – Diet, health and globalization: five key questions. *Proceedings of the Nutrition Society*, 58 : 335-343.

LE BIHAN G., MAIRE B., DELPEUCH F., 2002 – *Nutrition, alimentation et politiques publiques. Cahier de propositions pour le 21^{ème} siècle*. Paris, FPH, Editions Charles-Léopold Mayer, sous presse.

MAIRE B., LIORET S., GARTNER A., DELPEUCH F., 2002 – Transition nutritionnelle et maladies chroniques non transmissibles liées à l'alimentation dans les pays en développement. *Cahiers Santé*, 12 (1) : 45-55.

MAXWELL S., 1996 – Food security: A post modern Perspective. *Food Policy*, 21 (2) : 155-170.

PADILLA M., DELPEUCH F., MAIRE B., LE BIHAN G., éd., 1995 – *Les politiques alimentaires en Afrique du Nord*. Paris, Karthala, 435 p.

QUIST D., CHAPELA I. H., 2001 – Transgenic DNA introgressed into traditional maize landraces in Oaxaca, Mexico. *Nature*, 414 : 541-543.

SEN A., 1981 – *Poverty and Famine: An Essay in Entitlement and Deprivation*. Oxford, Clarendon Press, 272 p.

UNDP, 2001 – *Human development report 2001: Making new technologies work for human development*. New York, OUP, 264 p.

WHO, 2000 – *Nutrition for health and development, a global agenda for combating malnutrition*. Geneva, WHO, NHD/00.6, 86 p.

World Bank, 1994 – *Enriching lives: overcoming vitamin and mineral malnutrition in developing countries*. Washington, World Bank, 84 p.